



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALTRIOM

Zone Artisanale de Bleu
43000 Polignac

Références : UiD4243-DSSP-025-211
Code AIOT : 0005602622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2025 dans l'établissement ALTRIOM implanté Zone Artisanale 43000 Polignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente visite d'inspection réalisée le 15/09/2022 avait conduit à des échanges écrits entre l'exploitant et l'inspection entre 2023 et 2024.

Il en était ressorti 2 points particuliers qui devaient être vus en inspection concernant le procédé de compostage :

- d'une part la gestion de l'allotissement du compost produit,
- d'autre part la fréquence des analyses de conformité des lots de compost produits.

La visite a donc porté principalement sur ces aspects.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTRIOM
- Zone Artisanale 43000 Polignac
- Code AIOT : 0005602622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALTRIOM exploite sur le territoire de la commune de Polignac une installation de tri et de traitement des déchets ménagers collectés en mélange OMR et de déchets collectés sélectivement. Les déchets sont triés et séparés en trois voies : tri/affinage dédié des organiques, tri des recyclables et tri en vue de la fabrication de CSR.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/11/2018 portant autorisation de reconstruction (suite à un incendie en décembre 2017) et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022 portant modification des conditions d'exploitation.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales des installations relevant du régime de l'enregistrement sont également applicables de plein droit :

- AM du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- AM du 20/04/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780.

S'appliquent également les prescriptions de l'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fabrication de compost - allotissement	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30	Sans objet
2	Fabrication de compost - suivi des lots	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30	Sans objet
3	Fabrication de compost - conformité des lots	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31	Sans objet
4	Fabrication de compost - admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 8.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Fabrication de compost - registre de sortie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33	Sans objet
6	Fabrication de CSR	Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas constaté de non-conformité dans le procédé de compostage.

Les échanges courriers avec l'inspection dans le courant 2023/2024 ont conduit l'exploitant à modifier sa fréquence d'analyse de conformité des lots de compost produits afin de respecter la fréquence d'une analyse par lot.

Le résultat de ces analyses de conformité sont à annexer au document de suivi du lot de maturation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fabrication de compost - allotissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots.
Constats : L'installation dispose de <ul style="list-style-type: none"> • 5 casiers de fermentation avec système d'arrosage, • 4 casiers de séchage, • 5 casiers de maturation. La fraction "fine" des déchets issus de la collecte en mélange est mise en fermentation dans l'un des 5 casiers de fermentation. Un casier contient environ 190 tonnes de déchets. A l'issue du processus de compostage (environ 2 semaines), les déchets sont retournés et basculés dans un casier de séchage. Ces 2 étapes constituent pour l'exploitant une étape de préparation de la matière organique. Après séchage, les déchets sont envoyés en affinage : l'objectif est de récupérer la matière organique sèche qui sera amenée en casier de maturation. Sur les 190 tonnes de déchets mises en fermentation, environ 10 tonnes de matières organiques sont mises en maturation. Le "lot" de maturation est ainsi constitué de plusieurs lots de "fermentation + séchage". Les déchets issus de l'affinage sont envoyés dans les différentes filières de gestion selon leur nature, ou basculés en tête de fermentation pour servir de "structurant" si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fabrication de compost - suivi des lots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : <p>Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none">- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe ;- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ;- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ;- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
Constats : <p>Un document de suivi des lots de "fermentation + séchage" est établi. Y sont reportées les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• les poids de déchets mis en fermentation et de structurant,• la date de création de l'andain (mise en casier de fermentation),• le numéro du casier de fermentation et du casier de séchage après retournement,• le numéro du lot de "fermentation + séchage",• la date de retournement,• les températures relevées,• le poids de compost après affinage. <p>Ces éléments sont repris dans un logiciel spécifique, qui reprend également le nombre d'arrosages.</p> <p>Ce document permet de constater que le processus de compostage en aération forcée est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2 semaines de fermentation aérobie au minimum,• au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de t°C à 50°C pendant 24h)• 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72h. <p>Après fermentation et séchage, la matière organique est mise en maturation. Un nouveau document de suivi pour le lot de maturation est établi. Les informations suivantes y sont reportées :</p> <ul style="list-style-type: none">• le numéro du lot de maturation,• la date de création de l'andain de maturation,• le poids total du lot en maturation,• les numéros des lots de "fermentation + séchage" qui composent le lot de maturation avec

- les poids respectifs de matière organique mise en maturation,
- la date et le poids de pré-compost de déchets verts ajouté,
- les dates de retournement.

Ce document permet de faire le lien entre les lots de "fermentation + séchage" et les lots de maturation.

Les documents de suivi des lots de "fermentation + séchage" sont agrafés au document de suivi du lot de maturation.

Remarque : la période de maturation peut être assez courte. Par exemple, le lot de maturation 0501242323 créé le 05/01/24 a fait l'objet d'une première sortie le 08/01/24.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Annexer au document de suivi du lot de maturation les résultats d'analyses de conformité aux critères définissant une matière fertilisante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fabrication de compost - conformité des lots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.

Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.

Constats :

Depuis les échanges avec l'inspection des installations classées courant 2024, l'exploitant procède au contrôle de conformité des critères définissant une matière fertilisante de chacun des lots de maturation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fabrication de compost - admission des intrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Est autorisée dans l'installation de compostage l'admission : <ul style="list-style-type: none">- en phase de fermentation aérobie d'une fraction du tri des ordures ménagères résiduelles et des biodéchets provenant de l'installation de tri visée à l'article 8.1 ;- en phase de maturation d'un pré-compost de déchets verts dans la limite de 30% en masse de l'andain de maturation, dans le but d'apporter un structurant carboné humide facilitant le processus de maturation du compost après affinage.
Constats : Les déchets admis en fermentation sont issus de la première étape de tri des ordures ménagères en mélange. Cette première étape de tri permet de séparer les fractions fines des déchets aptes à être compostées, et les autres déchets destinés à la valorisation matière et/ou à la fabrication de combustibles solides de récupération. Une partie des déchets issus de l'affinage des lots de "fermentation + séchage" est également renvoyée en tête de fermentation comme structurant si besoin. En phase de maturation, un pré-compost de déchets verts est intégré. Le poids approximatif est mentionné sur le document de suivi du lot de maturation. Il s'agit d'une approche approximative car celui-ci n'est pas pesé mais évalué "au godet" du chargeur. La quantité de pré-compost de déchets verts ainsi intégré est d'environ 10%.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fabrication de compost - registre de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage et mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- la date d'enlèvement de chaque lot ;- les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ;- le ou les destinataires et les masses correspondantes. Ce registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-13 du code rural et de la pêche maritime.
Constats : La destination des lots de maturation est indiquée sur le document de suivi du lot. Sont indiqués : <ul style="list-style-type: none">• la date d'enlèvement,• le nom du destinataire,• le poids enlevé. La traçabilité est également assurée via le registre global du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fabrication de CSR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2016, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations préparant un combustible solide de récupération visé à l'article R. 541-8-1 du code de l'environnement. Seules des installations relevant des rubriques 2714, 2716, 2731, 2782 « , 2771 hors incinération et co-incinération » et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement peuvent préparer des combustibles solides de récupération utilisés dans les installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le CSR fabriqué sur l'installation n'est actuellement pas utilisé dans des installations relevant de la rubrique 2971. Le débouché est le secteur de la cimenterie, qui dispose d'un classement sous la rubrique 2771 (incinération de déchets non dangereux). A ce titre, les dispositions prévues par l'arrêté du 23/05/2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 ne s'appliquent pas. Cette situation est susceptible d'évoluer en cas de modification du débouché des CSR produits. Les prescriptions spécifiques fixées à l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 26/11/2018 et relatives à l'installation de fabrication de CSR sont cependant applicables. Celles-ci n'ont pas été contrôlées lors de cette visite.
Type de suites proposées : Sans suite